



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 10 avril 2026

FOCUS - L'ÉQUATEUR ET LES ÉTATS-UNIS ACTENT LEUR RAPPROCHEMENT ECONOMIQUE PAR LA SIGNATURE D'UN ACCORD RECIPROQUE DE COMMERCE.	2
Bolivie	3
La Banque mondiale prévoit une nouvelle contraction économique en 2026.	3
Colombie	3
L'agence de notation S&P dégrade la note souveraine de la Colombie à BB-.	3
Les recettes publiques augmenteront sous l'effet de la hausse des cours pétroliers.	3
La crise budgétaire limite le financement de la protection de l'environnement.	4
En février, les exportations augmentent de plus de 11 % en g.a. grâce aux ventes d'or, valeur refuge dans un contexte international dégradé.	4
La Colombie est le pays de l'OCDE avec le taux le plus élevé d'auto-entrepreneurs.	5
Équateur	5
L'Equateur annonce une augmentation des surtaxes aux importations en provenance de la Colombie de 100 %.	5
Les remesas des migrants équatoriens atteignent 6 % du PIB en 2025.	6
L'Equateur renouvelle les contrats de production d'électricité thermique face à une situation énergétique tendue.	6
L'Équateur et Sinohydro parviennent à un accord sur la centrale hydroélectrique de Coca Codo Sinclair.	6
Guyana	7
Au premier trimestre de 2026, les revenus pétroliers du Guyana ont atteint un niveau record.	7
Pérou	7
L'inflation annuelle atteint 3,8 % en mars, plus haut niveau en près de 2 ans et demi.	7
Le gouvernement relance les lignes 3 et 4 du métro de Lima via des PPP pour assurer leur financement et leur exécution.	7
Suriname	7
La Cour des comptes surinamaïse souligne les difficultés structurelles de la gestion des finances publiques.	7
Venezuela	8
L'Assemblée nationale adopte la réforme minière.	8
Les exportations pétrolières se dirigent vers de nouveaux clients dans un contexte de blocage au Moyen-Orient.	8
La consommation des ménages demeure très contrainte par un faible pouvoir d'achat et un accès limité au crédit.	8

Focus - L'Équateur et les États-Unis actent leur rapprochement économique par la signature d'un accord réciproque de commerce.

L'Équateur et les États-Unis ont signé le 13 mars dernier un accord de commerce réciproque (ACR) qui marque une rupture avec la dépendance historique de l'Équateur vis-à-vis des préférences unilatérales octroyées par les États-Unis. Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} août 2026. Après des années de négociations fragmentées avec les États-Unis, l'Équateur a cherché à stabiliser sa relation avec son principal partenaire commercial, dans un contexte de coopération sécuritaire accrue. Face à la concurrence régionale (la Colombie et le Pérou bénéficiant déjà de traités de libre-échange), l'Équateur souffrait d'un désavantage compétitif majeur. L'objectif affiché du gouvernement équatorien est que cet accord serve de base pour la négociation d'un futur accord de libre-échange avec les États-Unis.

Cet accord prévoit l'imposition du principe de la nation la plus favorisée (MFN) sur 53 % des exportations non pétrolières équatoriennes vers les États-Unis, représentant environ 2,8 Md\$ (sur 6,6 Md\$ au total en 2025). Plusieurs produits équatoriens comme les fruits frais, le cacao ou le café bénéficient déjà d'allègements tarifaires. Les nouveaux produits bénéficiaires seraient les fleurs, produits de la pêche, minerais et produits industriels transformés. Toutefois, 47 % des exportations restent soumises à un droit de douane additionnel temporaire de 10 %, dont la crevette, 1^{er} poste d'exportation vers les États-Unis (32 % du total, soit 1,8 Md\$).

En contrepartie, l'Équateur doit libéraliser complètement son marché. Le pays s'engage à ouvrir immédiatement son marché pour les biens d'équipement industriels, des produits agricoles comme l'orge, le soja et certains spiritueux (whisky et vodka). Une libéralisation progressive à échéance 2029 est prévue pour d'autres produits agricoles tels que les pommes, poires, produits laitiers transformés et vins. L'accord prévoit des périodes de grâce (jusqu'à quatre ans pour appliquer entièrement la suppression des droits de douane sur l'intégralité des produits concernés), des quotas, des clauses de sauvegarde ou des exclusions pour des produits sensibles tels que le riz, le maïs et la viande de porc. Certaines filières agroalimentaires équatoriennes, en particulier la filière avicole et porcine, expriment déjà leurs inquiétudes face à des produits étatsuniens plus compétitifs et dont l'accès est garanti sans droits de douane, même si parfois soumis à des quotas.

Après une décennie de gestion corréiste (2007 – 2017) où la Chine était devenue un partenaire incontournable au niveau financier et commercial, l'Équateur a opéré un revirement et s'est rapproché des États-Unis. Dès 2021, le ministère des finances équatorien et la DFC (*Development Finance Corporation*) avaient signé un accord cadre permettant des crédits à l'Équateur de jusqu'à 3,5 Md\$ à des conditions financières concessionnelles (2,5 %). L'accord permettait à l'Équateur de racheter une bonne partie de la dette détenue par la Chine. L'accord comportait par ailleurs une clause excluant les entreprises chinoises du marché de la 5G équatorienne et excluait explicitement des financements dans le secteur énergétique où les équipements seraient fournis par un fabricant chinois.

Bolivie

La Banque mondiale prévoit une nouvelle contraction économique en 2026.

Pour 2026, la Banque mondiale estime que le PIB se contractera de -3,2 %, après une contraction de -2,5 % prévue pour 2025. L'économie pourrait retrouver son dynamisme en 2027 avec une croissance de 4 % prévue par la Banque mondiale. Si de premières mesures de réactivation de l'économie ont été mises en place par le gouvernement de Rodrigo Paz, celles-ci devraient avoir un plein effet en 2027, après un premier temps d'ajustement de l'économie. De plus, les tensions sur les prix de l'énergie, en réhaussant l'inflation, devrait imposer une politique monétaire restrictive, limitant la reprise économique à court terme.

Colombie

L'agence de notation S&P dégrade la note souveraine de la Colombie à BB-.

L'agence de notation S&P dégrade la note souveraine de la Colombie, de BB à BB-, le dernier grade dit « spéculatif » avant les grades « très spéculatifs » (B+ à B-). S&P se démarque des autres agences, notamment de Moody's (dont la notation est trois crans plus élevé – Baa3 (stable) – dernier cran *Investment grade*) et plus marginalement de Fitch (dont la notation est un cran plus élevé – BB (stable) – avant-dernier rang avant la catégorie « très spéculative »).

Cette décision est motivée par les déséquilibres budgétaires. L'agence met en avant plusieurs justifications derrière sa décision : (i) la faible flexibilité budgétaire (inflexibilité constitutionnelle ou financière, difficulté à faire voter des réformes fiscales), (ii) des dépenses publiques élevées (déficit primaire de -3,7 % en 2025), (iii) une charge

élevée de dette (service de la dette estimé à 4,1 % du PIB en 2026), et (iv) une croissance modérée (+2,6 % en 2025). L'agence met particulièrement en avant la hausse de 23 % du salaire minimum pour 2026, qui exerce une pression budgétaire importante.

La perspective associée à la note est stable, dans l'attente des élections. L'agence souligne qu'elle pourra revoir sa notation, à la hausse ou à la baisse, dans les 6 à 18 mois prochains, en fonction de la capacité des nouvelles autorités à mettre en place une consolidation budgétaire. Néanmoins, la fragmentation politique au Congrès, issue des élections législatives de mars, devrait limiter la capacité des nouvelles autorités à mener une telle consolidation. De plus, la crédibilité de la Banque centrale sera un élément central de l'analyse de l'agence, dans un contexte de tensions avec le gouvernement et de critiques par ce dernier des décisions et du fonctionnement de l'Institution (cf. [Brèves semaine 14](#)).

Les recettes publiques augmenteront sous l'effet de la hausse des cours pétroliers.

Entre 8 Md\$ et 12 Md\$ de recettes additionnelles pourraient être perçues par l'État du fait de la hausse des cours du pétrole, en cas de stabilisation des cours entre 90\$ et 100\$ le baril sur l'année 2026. Pour chaque dollar de hausse du pétrole, l'entreprise publique *Ecopetrol* percevrait 136 M\$ de bénéfices supplémentaires sur l'année. Le plan financier pour 2026 prévoyait déjà une hausse, bien plus limitée, des cours du Brent, à 79\$/baril, permettant une hausse des recettes de 266 M\$ en 2026 et de 370 M\$ en 2027.

Une partie des recettes pétrolières abonderaient les collectivités territoriales. Le Système général de redevances (*Sistema General de Regalías*) centralise en effet les *royalties* issues de l'exploitation des ressources naturelles et les redistribue sur le territoire, aussi bien aux régions productrices que non-

productrices. Les recettes doivent ensuite permettre de financer l'investissement local et le développement économique et social.

Dans le même temps, la hausse des prix du pétrole présente des effets négatifs sur l'économie et le budget. D'une part, la hausse des prix, bien que limitée à ce jour (+0,1\$/L d'essence ; 375 COP) affecte le pouvoir d'achat des ménages et réhausse l'inflation. D'autre part, le déficit du Fonds de stabilisation des prix des carburants (FEPC) devrait s'accroître significativement (cf. [Brèves semaine 13](#)). Pour chaque dollar de hausse du prix du pétrole, les dépenses du FEPC augmentent de 118 M\$ sur l'année. A ce jour, l'appréciation du COP (+14 % depuis le début de la guerre en Iran) permet néanmoins de limiter l'effet budgétaire de la hausse des prix. Toute dépréciation accentuerait la pression budgétaire sur le FEPC.

La crise budgétaire limite le financement de la protection de l'environnement.

Le Fonds pour la vie (Fondo para la Vida) a été mis en place fin 2023 par le gouvernement. Il vise à regrouper les ressources financières dédiées à l'environnement et rendre les dépenses plus efficaces, en dépassant la vision de court terme du secteur public afin de s'engager dans des projets à moyen et long terme. Les ressources du fonds viennent principalement du budget de l'État et de l'affectation de 80 % de la taxe carbone.

En 2025, les ressources du Fonds ont été réduites de 57 % du fait de la crise budgétaire.

Le Fonds pour la vie devait initialement bénéficier de 530 M\$ (2 000 Md COP) entre 2023 et 2026, l'équivalent d'un doublement annuel du budget du ministère de l'Environnement. En 2024, 39 % des ressources étaient issues du budget de l'État et 49 % de la taxe carbone. En 2025, les ressources du Fonds ont chuté de 75 % par rapport à 2024 (63 M\$), avec une quasi-disparition des financements étatiques du fait de la crise budgétaire. [La taxe](#)

carbone représente désormais 92 % des ressources du Fonds (58 M\$).

Entre 2023 et 2025, le Fonds a bénéficié de 460 M\$ mais seuls 25 % (118 M\$) ont été effectivement dépensés. Selon l'ancien directeur du Fonds, cette sous-exécution serait liée à une équipe réduite pour administrer les fonds (20 personnes). La majorité des projets financés ont été réalisés en Amazonie.

Les financements environnementaux ont néanmoins connu une croissance soutenue sous l'administration actuelle. Entre 2023 et 2025, le gouvernement a octroyé 950 M\$ pour l'environnement, une hausse de 29 % par rapport à l'administration d'Ivan Duque (740 M\$) et de 80 % par rapport à celle de Juan-Manuel Santos (530 M\$), sans tenir compte de 2026. Toutefois, la mise en place de la taxonomie verte en 2022, pourrait avoir introduit un biais dans la série statistique, contribuant à mieux comptabiliser les financements de ces 4 dernières années.

En février, les exportations augmentent de plus de 11 % en g.a. grâce aux ventes d'or, valeur refuge dans un contexte international dégradé.

En février, les exportations colombiennes ont atteint 4,2 Md\$ (+11,4 % par rapport à février 2024). Ce résultat est porté par une hausse significative des exportations d'or (+140 % en valeur et +28 % en volume). La hausse mondiale de la demande d'or est liée (i) à la recherche d'actifs refuges dans un contexte d'incertitude géopolitique et (ii) à la perspective de baisse des taux de la Réserve fédérale étatsunienne, limitant le rendement de ses obligations, qui constituent habituellement l'actif sûr de référence. Le prix d'une once d'or dépasse ainsi les 4 000\$ depuis début 2026.

Dans le même temps, les exportations de charbon ont baissé de -19 % et les exportations industrielles de -7 %.

Les États-Unis demeurent le premier client de la Colombie (31 % des exportations totales), suivis par le Panama (8 %), l'Italie (6 %) et l'Inde (5 %). Les exportations vers les États-Unis ont augmenté de 29 % en g.a, du fait d'une croissance des exportations d'or (+165 %) et de pétrole (+58 %). Dans le même temps, les exportations vers la Chine ont chuté de 61 %, du fait de l'arrêt des exportations de pétrole brut vers le pays.

Si le Venezuela se rouvre aux exportations colombiennes, les échanges demeurent limités. Le Venezuela représente à peine 1,9 % des exportations colombiennes en février contre 16 % en 2008. Selon une étude menée par Corficolombiana, la complémentarité entre l'offre d'exportation colombienne et les importations vénézuéliennes est de 42 %, ouvrant une large marge pour renforcer les ventes vers le pays. L'étude identifie quatre produits présentant le plus de potentiel d'échanges : les aliments transformés, les produits chimiques, les produits d'hygiène personnelle et les textiles. Ce développement reste néanmoins dépendant de l'évolution politique du pays.

La Colombie est le pays de l'OCDE avec le taux le plus élevé d'auto-entrepreneurs.

L'auto-entrepreneuriat représente 60 % des emplois créés entre janvier et mars 2026. Le taux d'auto-entrepreneurs est de 47 %, le niveau le plus élevé de l'OCDE, devançant significativement le Mexique (31,5 %) et la Grèce (29,3 %). Dans l'Union européenne, ce taux n'est que de 14,5 %. Si l'auto-entrepreneuriat peut être formel, ce mode d'emploi est également corrélé au fort taux d'informalité (56 % en 2025). En-dehors des six principales villes du pays, le tissu économique de Colombie est quasi-exclusivement composée de micro-entreprises de moins de cinq employés.

Le vieillissement démographique, associé à une protection sociale faible, accentue ce

phénomène. Les seniors jusque 69 ans ont un taux élevé d'auto-emploi (45 % chez les hommes, 28 % chez les femmes). Cette forme d'emploi est le fruit de pensions de retraite insuffisantes, de difficultés d'accès à l'emploi. Selon la directrice de l'Observatoire du travail de l'université Javeriana, l'auto-emploi constitue un « mécanisme d'absorption » de la main-d'œuvre et une « stratégie de survie » pour les personnes.

Une loi de 2025 cherche à davantage protéger ces travailleurs. Les indépendants avec des revenus inférieurs au salaire minimum sont désormais inclus dans le système de protection sociale.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,0%	46,4%	2286
Change USD/COP	-0,9%	-17,6%	3645
Change EUR/COP	0,9%	-12,1%	4267
Prix du baril (Brent, USD)	-4,2%	51,8%	96,27

Équateur

L'Équateur annonce une augmentation des surtaxes aux importations en provenance de la Colombie de 100 %.

L'Équateur a décidé de suspendre le comité bilatéral qui devait avoir lieu à Lima dans le cadre de la CAN et dont l'objectif était d'engager un dialogue entre l'Équateur et la Colombie pour envisager un retour à la normale des relations commerciales. Dans la foulée, le président Noboa a annoncé l'augmentation de la surtaxe aux importations en provenance de la Colombie à 100 % (elles avaient été fixées à 50 % en mars) à partir du 1^{er} mai prochain estimant que la Colombie n'a pas « mis en place des mesures concrètes et efficace à la frontière ». Depuis la mise en place de ces surtaxes sur les importations colombiennes en février 2026, le solde commercial est excédentaire en faveur de

l'Équateur en ce début d'année (février-mars +63 M\$).

Les remesas des migrants équatoriens atteignent 6 % du PIB en 2025.

Les transferts monétaires envoyés par les migrants équatoriens ont représenté 7,7 Md\$ en 2025, soit 6 % du PIB, selon la Banque centrale. Ces transferts ont augmenté de 18,2 % par rapport à 2024. Ils proviennent essentiellement des États-Unis (6,9 Md\$, soit 78 % du total), suivis de l'Espagne (1,1 Md\$; 14,3 %) et de l'Italie (152 M\$; 2 %),

Les remesas ont augmenté de manière soutenue depuis 2016, année où ils s'élevaient à 2,6 Md\$. Au cours des cinq dernières années, ces transferts ont progressé de 4,4 Md\$, passant de 3,3 Md\$ en 2020 à 7,7 Md\$ en 2025 (+133 %). En revanche, les envois de fonds depuis l'Équateur vers l'étranger ont diminué, la Colombie étant le principal destinataire de ces transferts sortants (59 % des transferts sortant, soit 262 M\$).

L'Équateur renouvelle les contrats de production d'électricité thermique face à une situation énergétique tendue.

Face à une situation énergétique de plus en plus tendue, l'Équateur tente de sécuriser son approvisionnement en électricité en renouvelant les contrats des barges thermiques turques. Alors que le niveau du réservoir de *Mazar* diminue et que la centrale hydroélectrique de *Coca Codo Sinclair* fonctionne à moins de la moitié de sa capacité, les autorités ont renouvelé certains contrats liés à des infrastructures temporaires (sous la forme de centrales électriques sur des bateaux). Ainsi, le contrat de *Murat Bey* a été prolongé pour une durée de 800 jours, tandis que celui de *Emre Bey* a été étendu de manière provisoire pour 30 jours supplémentaires, en attendant un nouvel appel d'offres. En revanche, l'avenir de la troisième embarcation, *Erin Sultan*, dont le

contrat expire en juillet 2026, reste incertain faute de procédure engagée.

Ces trois navires, fournis par l'entreprise Karpowership (Turquie), représentent une capacité totale de production de 300 MW et jouent un rôle crucial dans le renforcement de la production thermoélectrique du pays. Leur importance s'est particulièrement accrue après la suspension des exportations d'électricité par la Colombie, dans le contexte de tensions commerciales entre les deux pays. Parallèlement, la production hydroélectrique est affaiblie par des conditions climatiques défavorables. La sécheresse dans l'est du pays et la baisse des précipitations dans le sud affectent des infrastructures clés pour la production hydroélectrique du pays.

L'Équateur et Sinohydro parviennent à un accord sur la centrale hydroélectrique de Coca Codo Sinclair.

16 ans après le début de la construction de la centrale, l'Équateur devrait recevoir définitivement le projet. Construite par Sinohydro (filiale de Power China), la centrale a été inaugurée en 2016 par le président Rafael Correa mais jamais reçue formellement du fait de défauts majeurs dans l'infrastructure. Ces défauts avaient mené l'Équateur à engager un processus d'arbitrage international, processus aujourd'hui arrêté (cf. [Brèves semaine 6](#)).

L'Équateur devrait recevoir 400 M\$ de compensations. L'acte final de réception de l'ouvrage devrait avoir lieu d'ici le 17 avril. Cet accord a notamment été permis par la visite du président chinois Xi Jinping en juin 2025, permettant de lever les blocages politiques. La centrale hydroélectrique est la plus grande du pays, avec une capacité installée de 1 500 MW.

Guyana

Au premier trimestre de 2026, les revenus pétroliers du Guyana ont atteint un niveau record.

Au T1 2025, les revenus pétroliers ont atteint 762 M\$. Selon l'accord pétrolier de 2016, le Guyana reçoit des *royalties* de 2 % et 12,5 % des profits générés par Exxon (75 % de ces profits étant déduits par Exxon le temps d'amortir ses coûts fixes). Ces revenus abondent le Fonds de ressources naturelles (NRF), destiné à diversifier l'économie. Cette hausse des revenus s'inscrit par ailleurs

dans le contexte de hausse de prix, au-delà de 100\$/baril. Si cette situation devait perdurer, les ressources pétrolières du Guyana augmenteraient significativement en 2026.

Pérou

L'inflation annuelle atteint 3,8 % en mars, plus haut niveau en près de 2 ans et demi.

En mars, l'inflation en glissement annuel a fortement accéléré, atteignant 3,8 % contre 2,2 % en février. Elle dépasse ainsi, pour la première fois en deux ans, la limite supérieure de la cible de la Banque centrale (2 % ± 2pt%). A Lima, l'inflation mensuelle s'est établie à 2,4 % en mars, soit le plus haut niveau enregistré pour un mois de mars depuis 1993, bien au-dessus des prévisions de Bloomberg (+1,1 %).

Le résultat du mois de mars a été principalement influencé par la hausse des prix dans le secteur des transports, qui ont augmenté de 9,1 % en raison de l'interruption de l'approvisionnement en gaz naturel suite à la rupture du gazoduc de *Camisea*. De même, l'inflation a été accentuée par la hausse du prix international du pétrole. Ainsi, le GPL (gaz liquéfié de pétrole) pour véhicules a augmenté

de 75,5 %, le diesel de 33 % et le gazohol (mélange d'essence et d'éthanol) de 32,5 %.

Le gouvernement relance les lignes 3 et 4 du métro de Lima via des PPP pour assurer leur financement et leur exécution.

Le Ministère des Transports et des Communications (MTC) souhaite relancer les lignes 3 et 4 du métro de Lima via des partenariats public-privé (PPP), combinant fonds publics, investissements privés et mécanismes de valorisation immobilière pour couvrir un coût estimé à 10 Md\$. Ces projets, capables de transporter plus de 1,3 million de passagers par jour, avaient été retirés en mars du Plan national des infrastructures, suscitant des doutes sur leur avenir. Malgré cela, l'Autorité des transports urbains (ATU) a demandé que Proinversión (Agence nationale de promotion de l'investissement privé) leur accorde la priorité dans le cadre du modèle de partenariat public-privé.

Les lignes 3 et 4 devraient être intégrées au portefeuille prioritaire des PPP par la publication d'un décret suprême, selon Luis del Carpio, président exécutif de Proinversión. Cette classification permettra de piloter leur exécution et de mettre en place un bureau de gestion de projet (PMO) pour en assurer la viabilité financière. Le financement reposera sur un mix incluant endettement public accru pouvant même dépasser les règles budgétaires, capitaux étrangers et revenus issus de la valorisation foncière, avec l'objectif de sécuriser les ressources nécessaires tout en renforçant les recettes tarifaires.

Suriname

La Cour des comptes surinamaïse souligne les difficultés structurelles de la gestion des finances publiques.

Dans son rapport annuel sur 2025, la Cour des comptes souligne l'insuffisance des contrôles

internes de la dépense publique. Selon la Cour, les irrégularités sont détectées trop tardivement. Elle rappelle également le rôle central du Parlement dans la clôture du cycle budgétaire, par l'octroi du quitus.

En 2025, la loi sur la comptabilité publique et le principe du *single audit* (cf. *infra*) ont été mis en œuvre. La loi sur la comptabilité publique de 2019 encadre le processus budgétaire ainsi que le contrôle de la dépense afin de renforcer la transparence et la fiabilité des comptes de l'État. En 2025, sa mise en œuvre a été effective grâce à la production de rapports financiers annuels par les ministères et une intégration progressive des systèmes d'information. De même, le principe du *single audit*, qui consiste à réaliser un unique audit pour plusieurs parties prenantes (gouvernement, Parlement, bailleurs) a été mis en œuvre. Toutefois, la Cour souligne des retards dans la transmission des rapports et une hétérogénéité des pratiques entre ministères.

Venezuela

L'Assemblée nationale adopte la réforme minière.

Ce projet de réforme devrait ouvrir le secteur minier aux investissements privés, nationaux ou internationaux, en proposant des alliances avec l'entité étatique *Corporación Minera de Venezuela* (CVM). Le but est notamment d'augmenter d'au moins 30 % la production d'or.

La réforme cherche à ouvrir le secteur aux investissements privés tout en levant des recettes publiques. Les réformes principales consistent en effet en (i) la création d'un impôt de 6 % sur l'activité minière (ii) des redevances établies à 13 % de la production minière, (iii) une exemption des taxes parafiscales et locales, et (iv) des concessions de 30 ans, avec deux prolongations de 10 ans possibles. Par

ailleurs, la proposition de pouvoir réaliser des paiements en espèces ou en nature a suscité une opposition des entreprises minières. Enfin, le projet de loi intègre des critères de durabilité environnementale et de sécurité technique (tels que des zones d'exclusion ou des exigences de dépollution des sols) afin de réglementer le développement de l'activité minière.

Les exportations pétrolières se dirigent vers de nouveaux clients dans un contexte de blocage au Moyen-Orient.

L'ouverture progressive du pays et la crise au Moyen-Orient créent des conditions favorables à l'exportation de pétrole vénézuélien. Les raffineries indiennes bénéficiant de licences spécifiques de l'OFAC (Bureau de contrôle des avoirs étrangers) ont acheté 343 000 barils par jour (bpj) en mars. Plus de 12 M de barils de pétrole brut vénézuélien devraient arriver en Inde en avril. Ce volume est le plus élevé depuis 2020. De même, après 15 ans d'interruption, l'entreprise publique péruvienne *PetroPerú* a repris ses achats de pétrole vénézuélien. Selon la ministre des Hydrocarbures, la production de pétrole pourrait atteindre 1,4 M bpj d'ici décembre 2026 (+27 % par rapport à décembre 2025).

La consommation des ménages demeure très contrainte par un faible pouvoir d'achat et un accès limité au crédit.

Le marché de la consommation des ménages est estimé à 18 Md\$, soit seulement 10 % de son volume de 2008, selon le président de *Consecomercio*. Le ticket d'achat moyen des ménages serait de 18\$, pour des achats réalisés de façon journalière. Le panier alimentaire de base est estimé à 646\$ pour une famille de cinq personnes en février.

Près de 70 % des revenus des ménages est destiné à l'alimentation et aux produits pharmaceutiques.

Les acteurs locaux demandent une ouverture des crédits aux ménages ainsi qu'une hausse réelle des salaires afin de relancer l'économie par la consommation. Le président d'Asobanca indique que le secteur bancaire anticipe bien une reprise rapide du crédit,

dans un contexte de ralentissement de l'inflation (+12 % d'inflation mensuelle en mars après +14 % en février et +33 % en janvier) et de réduction de la brèche cambiaire (à 40 % au 1^{er} avril 2026).

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
				2024	2025 p.			2023	Variation par rapport à 2022	
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Equateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Carla DERVILLE, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)